

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 36 (1999)
Heft: 1403

Artikel: Biotechnologie : la stérilisation forcée des plantes
Autor: Escher, Gérard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014842>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La stérilisation forcée des plantes

Abandon par Monsanto de son programme de production de plantes stériles. Cela n'empêche pas que la recherche publique doit être développée.

LE PDG DE Monsanto (le géant de l'agrobusiness qui a sans doute le plus parié sur la biotechnologie) a fait savoir au directeur de la fondation Rockefeller, dans une lettre datée 4 octobre 1999, que la firme ne commercialiserait pas des technologies qui stérilisent les plantes, en particulier la méthode controversée « Terminator », dont Monsanto co-détient le brevet (US 5723765) avec le Département américain de l'agriculture. La fondation Rockefeller, sans but lucratif, a investi une centaine de millions de dollars dans les plantes transgéniques – par exemple des plantes capables de pousser dans des terrains riches en aluminium – et a formé des centaines de chercheurs en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Notons que c'est sous la pression d'une organisation non gouvernementale, le RAFI (Rural Advancement Foundation International, www.rafi.org) que Monsanto a décidé de cesser une commercialisation qui était d'ailleurs très loin de démarrer, la première plante transgénique stérile, du coton, n'étant pas prévue avant cinq ans.

Rendre les semences des plantes transgéniques stériles, c'est intéressant bien sûr pour les producteurs de semences (le paysan ne pouvant pas les replanter, doit les racheter année après année), et cela pourrait être intéressant aussi pour l'environnement (les plantes transgéniques seraient incapables de disséminer). Pour des raisons techniques, le dernier point est douteux et l'obligation de rachat pénaliserait les petits paysans et les paysans des pays du Sud. Notons que, chez nous, le producteur de maïs – mais non de blé et de soja – rachète déjà année après année les semences non transgéniques, car le maïs hybride produit des rejets instables, incompatibles avec l'agriculture mécanisée.

Pas pour demain

Stériliser les plantes par transferts de gènes, c'est scientifiquement fascinant. On est très loin de la vasectomie, et les scénarios sont plutôt empruntés à l'approche moléculaire du cancer. Les contraintes sont grandes, car il faut

créer une plante conditionnellement stérile, c'est-à-dire fertile dans les laboratoires de la firme qui vend les semences, et stérile dans le champ du paysan. Une technologie comme Terminator doit comporter au moins deux mécanismes couplés: un interrupteur général, activé au laboratoire (avec un antibiotique par exemple) qui met en marche ou non le programme de stérilisation, et un programme spécifique à la graine qui, tout à la fin du développement de celle-ci (juste avant la période de dormance) produit en masse une toxine qui tue la graine. La sécurité alimentaire, environnementale, d'une plante transgénique si complexe, et même sa stabilité génétique, sont très loin d'être établies et demanderont encore des années d'investigations.

Avec la réponse de Monsanto il y a une chance de ne pas avoir, pour une fois, des prototypes dans les champs. Mais la recherche, publique en particulier, sur la production conditionnelle des plantes transgéniques, ne serait-ce que pour le contrôle de la dissémination, doit être développée. *ge*

CAISSES DE RETRAITE

Miroir déformant mais décoiffant

RIEN DE TEL que la presse américaine pour présenter des points de vue brutaux et parfois originaux sur les problèmes européens. Dans sa dernière livraison, *Fortune* se mêle du financement de la retraite sur le vieux continent. Premier point de la démonstration: tous les pays d'Europe ont des difficultés dans le financement des retraites et, en 2020, la moitié de l'électorat de l'Union aura plus de 50 ans, ce qui ne facilite pas la prise de décisions.

Selon le magazine américain, l'Europe connaît une nouvelle coupure, non plus entre riches et pauvres mais entre jeunes et vieux. Second point de la démonstration: les actifs ne veulent plus payer des taxes et impôts élevés pour payer les généreuses retraites de leurs

parents, ce qui ouvre des perspectives pour faire des affaires (*opportunities for business* dans le texte). Le problème européen est redoutable, car les retraites publiques sont généreuses (*lavish*), l'âge de la retraite chute en même temps que l'espérance de vie augmente. Seuls les Anglais, les Néerlandais et les Suisses ont un système dans lequel le secteur privé joue un rôle, allusion à notre second pilier bien sûr. Sans réforme, le déficit des systèmes de retraite atteindra entre 300 et 300 % du PNB vers 2050 en Allemagne, en France et en Italie.

La solution enfin: les fonds de pensions vont se substituer aux États pour offrir des programmes de retraites. D'ailleurs, en Europe, les entreprises ont besoin d'être plus flexibles et créa-

tives. L'expérience des travailleurs âgés pourra être valorisée si on leur offre des emplois à temps partiel au-delà de l'âge officiel de la retraite, ce qui diminuera le poids des pensions à payer.

Pour *Fortune*, les jeunes Européens regardent vers le monde de l'entreprise et plus du tout vers les gouvernements. Alors, analyse à la tronçonneuse? Sûrement. Mais *Fortune* est dans une logique libérale jusqu'au-boutiste: les gouvernements ne peuvent plus payer les retraites, donc un marché s'ouvre pour les sociétés financières. Si les vieux d'un côté, les fonds de pensions de l'autre trouvent un intérêt mutuel et si les employeurs savent être innovateurs, tout ira pour le mieux et les gouvernements resteront à l'écart. Une douche froide est parfois roborative. *je*